

## CITIZEN

MAROKKO

## Für Toleranz, gegen Rassismus

„Mémoire collective“

**Beim Versuch, in Marokko für ein Zusammenleben der Volks- und Religionsgruppen und gegen Diskriminierung, Antisemitismus und Islamismus einzutreten, stößt die Organisation „Mémoire collective“ auf harten Widerstand.**

„Mémoire Collective“ ist eine Mitte Februar 2008 neu gegründete Organisation, die sich zum Ziel gesetzt hat, Hate-Speech, Diskriminierung, Gewalt, Rassismus, Antisemitismus und Islamismus zu bekämpfen. Ihre Ziele sind die Verteidigung der Menschenrechte im Einklang mit den international gültigen Konventionen, die Förderung einer Kultur der Toleranz, die Verteidigung der religiösen und kulturellen Diversität und die Beförderung des Dialogs als einzigem Weg zur Konfliktlösung. Außerdem fördert

sie Tamazight (Sprache der Berber) in den verschiedenen öffentlichen Bereichen des Landes und verteidigt die ökonomischen, sozialen und Umwelt-Rechte aller Bürger und Bürgerinnen Marokkos, egal welcher Bevölkerungsgruppe, Religion, Sprache oder kulturellem Background sie angehören. „Mémoire Collective“ fördert Bildungs- und Forschungsprojekte.

Sie unterhält enge Verbindungen mit verschiedenen Organisationen in Deutschland, Holland, Spanien und anderen Ländern um gegen Rassismus, Antisemitismus und andere Diskriminierungsformen anzukämpfen. Ihre Mitglieder streben eine marokkanische Identität an, in der sich alle Kulturen, Religionen und Bevölkerungsgruppen wiederfinden können, speziell Personen mit jüdischem Hintergrund.

Doch die Initiative ist in Schwierigkeiten geraten. Was ist passiert? Das Gründungskomitee der Organisation publizierte Anfang dieses Jahres den Beginn ihrer Arbeit. Zwei islamistische Organisationen traten besonders in ihren Reaktionen gegen die Gründung der Organisation hervor. Zum einen die Partei Al Badil Al Hadari, die Mitte Februar von der marokkanischen Regierung auf Grund der Verbindung einiger ihrer Mitglieder zu internationalen Terrornetzwerken verboten wurde. Der militärische Arm dieser Partei plante laut dem marokkanischen Innenminister die Ermordung verschiedener Mitglieder der Regierung, von Militärs und jüdischen Staatsbürger. 2001 stand die Organisation in Kontakt mit Al Qaida in Afghanistan und 2005 wurden Mitglieder in militärischen Camps der Hisbollah im Libanon trainiert.

Mitglieder und die Zeitung dieser Partei verbreiteten Gewaltaufrufe gegen Mitglieder von „Mémoire Collective“ und speziell gegen Mohamed Mouha, deren Sprecher und seine Tochter Lina Mouha, welche bei der internationalen Jugend-Holocaust-Gedenkveranstaltung von Yad Vashem im Januar 2008 teilnahm.

Auch die islamistische Partei für Gerechtigkeit und Entwicklung PJD,

mit großer Massenbasis in Marokko, rief ihre Mitglieder dazu auf, die Mitglieder von „Mémoire Collective“ anzugreifen. Speziell in einem antisemitischen und rassistischen Leitartikel wurde Mohamed Mouha, als „zionistischer Agent“ angegriffen und zu Gewaltaktionen gegen ihn aufgerufen.

Diese Ereignisse haben zu einer lebensgefährlichen Situation für die Mitglieder und Familienangehörigen von „Mémoire Collective“ geführt, vor allem vor dem Hintergrund, dass die marokkanische Regierung ihnen keinerlei Schutz gewährt und sich auch nicht öffentlich zum Assoziierungsrecht und zum Recht auf freie Meinungsäußerung bekannt hat.

Kontakt und Solidaritätserklärungen: morocco@iibsa.org (und demnächst unter [www.memoirecollective.net](http://www.memoirecollective.net)).

SOMMET EUROPÉEN

## Gueules de bois

Plateforme sociale / CES / WWF / woxx

**Sans surprise, le Sommet européen a manqué de soulever l'enthousiasme. Ça râle surtout du côté des ONG actives dans le social et l'environnemental.**

Dans sa réaction au Sommet européen du week-end dernier, la « Plateforme sociale », une alliance de fédérations et réseaux européens actifs dans le secteur social, se dit « outragée ». Sous le titre « Bravo les leaders européens ! Vous voici officiellement déconnectés de la réalité sociale de l'Europe ! », ils critiquent le manque d'intérêt porté à la situation sociale des citoyens européens.

Le président de la Plateforme, Fin-tan Farrell, a qualifié les conclusions du Sommet de « document technocratique qui n'offre pas de vision aux citoyens, mais un catalogue mesquin de politiques déconnectées des sujets importants - inégalités croissan-

tes, détérioration des conditions de travail, démantèlement des systèmes de protection sociale et des services publics ».

Farrell a rappelé que les ONG sociales européennes ont réclamé à plusieurs reprises, dans l'esprit des traités, une attention plus grande pour les objectifs sociaux. « Nous avons l'impression d'avoir parlé à un mur, et nous ne sommes pas les seuls. »

Farrell a cité le Conseil européen : « Un engagement continu en faveur des réformes structurelles, du développement durable et de la cohésion sociale sera nécessaire après 2010 au niveau de l'Union, afin de maintenir le progrès atteint par la Stratégie de Lisbonne renouvelée pour la croissance et l'emploi. » Et de commenter : « Les citoyens de l'Union n'attendront pas jusqu'en 2010. Ceci était la dernière chance de leur envoyer un signal social avant qu'ils ne soient ap-

pelés à voter aux élections européennes en 2009. Les leaders de l'Union ont raté cette chance. »

Du côté de la Confédération européenne des syndicats (CES), l'ambiance n'est pas meilleure. Dès avant le sommet, la CES avait affirmé que l'Europe sociale n'était pas une option mais une nécessité. A ses yeux, les droits fondamentaux ne doivent pas être des droits de deuxième catégorie, inféodés au marché. La CES déplore qu'au cours de la décennie écoulée, la dimension sociale aurait été mise au rencart. L'image globale serait celle d'une activité limitée, avec l'impression croissante que l'Europe sociale serait en quelque sorte à l'arrêt.

John Monks, le Secrétaire général de la CES, avait déclaré : « Nous estimons que l'Europe sociale bat en retraite et il ne faudrait pas s'étonner que les voix appelant au protectionnisme deviennent plus stridentes. Le soutien au marché unique dépend du soutien en faveur de l'Europe sociale. Telle est la situation - et actuellement elle ne nous est pas favorable. »

Enfin, les ONGs écologistes étaient également déçues. Le « World-wide Fund for Nature » (WWF) a regretté que les leaders européens ne

s'étaient pas engagés à une réduction inconditionnelle de 30 pour cent des émissions de CO<sub>2</sub>. Au contraire, l'accent était mis sur les impacts économiques de telles réductions et la possibilité de soustraire certains secteurs du principe pollueur-payeur.

« Les leaders continuent à se concentrer sur les dinosaures de l'industrie à haute intensité énergétique, plutôt que sur le potentiel d'innovations, d'emplois et d'exportations que des mesures de protection climatique pourrait engendrer », a constaté Stephen Singer, responsable de l'unité Climat et énergie du WWF européen. « Ils risquent ainsi de perdre de vue les coûts immenses auxquels l'Europe et l'humanité entière seront confrontés si des mesures conséquentes ne sont pas prises maintenant. »

Liens : [www.socialplatform.org](http://www.socialplatform.org) ; [www.etuc.org](http://www.etuc.org) ; [www.panda.org](http://www.panda.org)